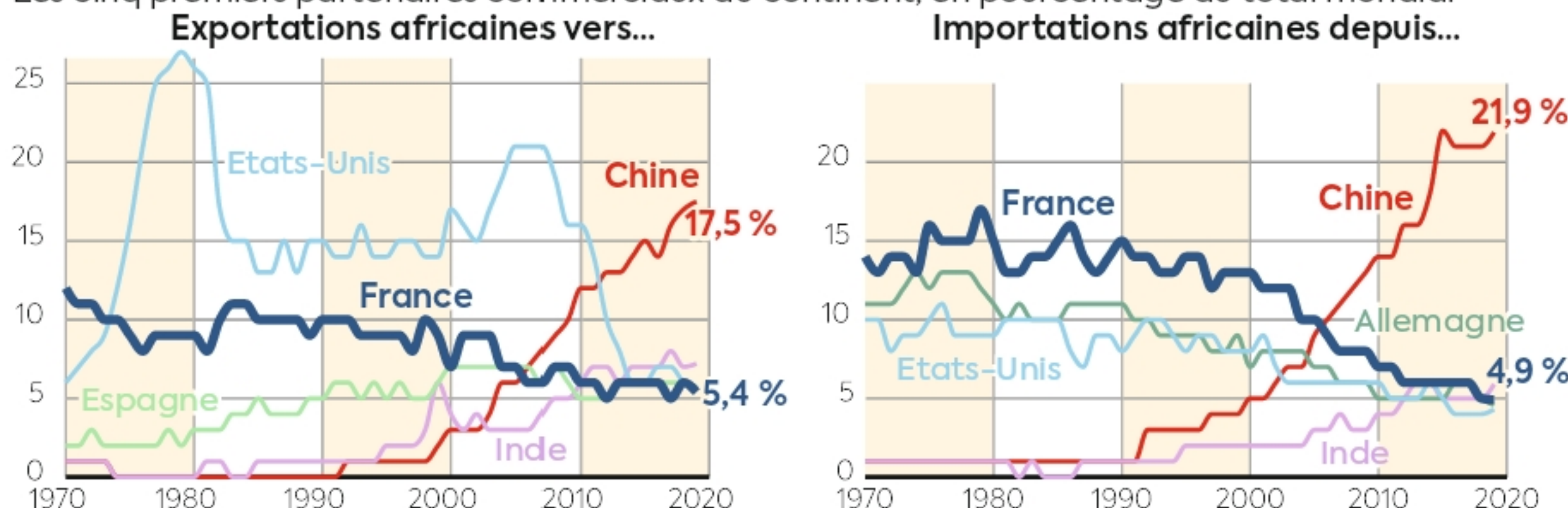


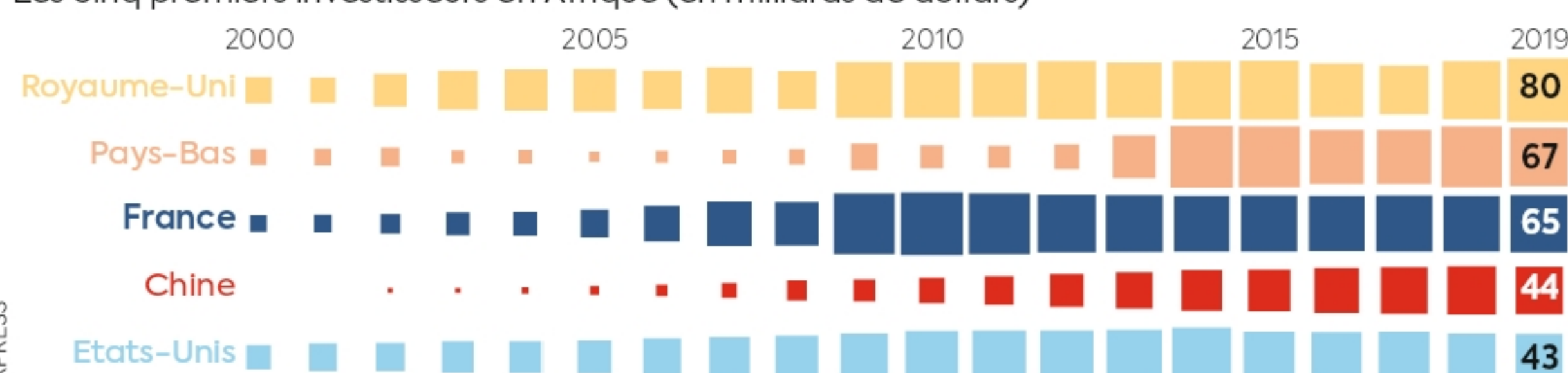


La France face à la concurrence étrangère

Les cinq premiers partenaires commerciaux du continent, en pourcentage du total mondial



Les cinq premiers investisseurs en Afrique (en milliards de dollars)



L'EXPRESS

SOURCES : CNUCED, CEPII

DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE

Les ambitions africaines d'Emmanuel Macron

Concurrencée dans son pré carré traditionnel, la France tente d'étendre son influence, notamment dans les pays anglophones et lusophones du continent.

PAR CHARLOTTE LALANNE

Rentré de son stage de fin d'études à l'ambassade de France du Nigeria, le jeune énarque Emmanuel Macron, 24 ans, attend sa note. Nous sommes le 10 août 2002. L'ambassadeur Jean-Marc Simon, son référent, lui attribue la meilleure possible : 6 sur 6. « Plus qu'excellent », « exceptionnel », écrit le diplomate dans son rapport. « A l'époque déjà, ce brillant élève regrettait que le Nigeria passe sous les radars des investisseurs français », se

souvent-il. Aujourd'hui, ce pays de plus de 200 millions d'habitants est devenu l'un des premiers partenaires commerciaux de Paris. A l'assaut de l'Afrique anglophone et lusophone, l'Elysée compte démontrer que sa stratégie est désormais continentale. La France, dont l'influence pâlit en Afrique francophone, veut s'affirmer au-delà de son traditionnel pré carré. Le 18 mai prochain, elle entend réaffirmer cette ambition lors du sommet sur le financement des économies du continent prévu à Paris.

Energies renouvelables, ville durable et innovation sont les maîtres mots de ce nouveau « partenariat global », à nouveau exposé mi-avril par le ministre du Commerce extérieur, Franck Riester, en visite à Lagos. En mars 2019, le chef de l'Etat avait annoncé la couleur lors d'un déplacement à Djibouti, en Ethiopie et au Kenya. « C'est un pragmatique, il se rend là où sont les opportunités », poursuit Jean-Marc Simon. Le président doit prochainement se rendre en Angola, au Rwanda et en Afrique du Sud pour promouvoir sa diplomatie économique.

Reste à convaincre les entreprises tricolores. « Les ex-puissances coloniales, comme la France, restent très tournées vers le commerce des matières premières, là où d'autres exploitent déjà l'énorme marché de consommateurs africains », constate Carlos Lopes, professeur d'économie à l'université du Cap, en Afrique du Sud. Les cas du Nigeria et de l'Angola sont édifiants. L'essentiel des échanges de la France avec ces deux pays repose sur l'industrie extractive, qui est au cœur de leur économie.

D'autres secteurs disposent pourtant d'un immense potentiel. Quel meilleur terrain pour vendre le savoir-faire français en matière de « ville durable » (traitement des déchets, assainissement, etc.) que la mégapole de Lagos et ses quelque 23 millions d'habitants ? « Nos parts de marché ne sont pas à la hauteur », admet Franck Riester, qui insiste néanmoins sur le développement des relations avec les industriels nigériens, comme Abdul Samad Rabiou, patron du BUA Group (ciment, agroalimentaire, immobilier), avec qui la société française Axens a signé l'été dernier un contrat pour la construction d'une nouvelle raffinerie d'ici à 2024. Paris espère diversifier ses investissements au Nigeria. Mais beaucoup d'entreprises restent frileuses face, à l'instabilité juridique et à l'insécurité. Tandis qu'au Mozambique, la menace djihadiste a obligé Total à suspendre ses activités le 26 avril.

La voie est plus dégagée au Kenya, dans le top 10 des Etats africains ayant le plus réformé leur réglementation pour faciliter le business. Emmanuel Macron s'y est rendu en mars 2019, une première pour un président français, et a reçu le chef d'Etat kényan en 2020. A la clef, la construction d'une autoroute par Vinci (1,6 milliard d'euros) ou le prolongement d'une ligne de métro à Nairobi. L'économie du pays figure parmi les plus dynamiques en matière de

création d'entreprises et d'obtention de crédits. Tout comme le Rwanda, autre destination cible de Paris, qui figure au 38^e rang du classement Doing Business 2020 de la Banque mondiale. L'Elysée entend faire du commerce bilatéral le fer de lance de sa réconciliation avec Kigali, amorcée par la récente publication du rapport Duclert reconnaissant la responsabilité française dans le génocide des Tutsis. « Se rapprocher du président rwandais Paul Kagame est d'autant plus important qu'il est la cheville ouvrière des réformes au sein de l'Union africaine », analyse l'économiste Carlos Lopes.

Dans cette « autre Afrique », la France doit compter avec d'ambitieux rivaux. En vingt ans, ses parts de marché ont été divisées par 2, grignotées par des pays émergents, Chine en tête. Pékin y a multiplié par 100 ses investissements depuis 2002. « La concurrence est inégale, déplore Stephen

Decam, secrétaire général du Conseil français des investisseurs en Afrique (Cian). Nos entreprises sont assujetties à des normes de responsabilité sociale très coûteuses. » Comment, dans ces conditions, faire le poids ? Le Cian plaide pour que l'Etat français finance directement des projets entrepreneuriaux tricolores, à condition qu'ils présentent un intérêt pour le développement du continent.

En attendant, la Chine est, aux yeux des leaders d'opinion africains, leur partenaire le plus « bénéfique », selon le baromètre 2021 du Cian. En neuvième position derrière la Turquie et les Emirats arabes unis, la France est également concurrencée par l'Allemagne. En avril 2019, un rapport parlementaire soulignait la « stratégie ambitieuse » de Berlin, fondée sur l'investissement privé. Et encourageait le gouvernement français à s'en inspirer. ✱

Israël

Naftali Bennett, la revanche du clone

Jeune, nationaliste et prêt à tout, l'ancien bras droit de Benyamin Netanyahu se trouve en position idéale pour lui succéder au poste de Premier ministre.

L'élève aurait-il dépassé le maître ? La force d'habiles manœuvres, Naftali Bennett pourrait devenir le prochain Premier ministre israélien. Malgré un score médiocre aux dernières élections législatives (sept députés seulement), Benyamin Netanyahu, son ancien mentor, vient en effet de lui proposer le fauteuil de chef de gouvernement durant l'année à venir. Puis l'actuel Premier ministre reprendrait la main. Qu'il accepte ou non, c'est déjà un beau succès pour cet homme de 49 ans, qui, il y a deux ans, a frôlé la mort politique.

Le 10 avril 2019, Naftali Bennett reçoit ses plus proches collaborateurs dans sa villa de Ra'anana, banlieue cossue de Tel-Aviv. Le chef de la Nouvelle Droite vient de subir le pire revers électoral de sa carrière : il n'a pas dépassé le seuil d'éligibilité et doit abandonner son siège de député. Pour un homme qui vise ouvertement le fauteuil de Premier ministre, le coup est rude. « C'était un désaveu cinglant, mais je ne l'ai pas vu s'effondrer, témoigne Yom Tov Kalfon, jeune avocat colistier de Bennett aux dernières législatives. Il a analysé les raisons de la déroute sans épargner son ego et nous a



Le chef de la Nouvelle Droite dans son fief de la banlieue de Tel Aviv.

encouragés à continuer le combat. Six mois plus tard, il était nommé ministre de la Défense. »

Cette capacité à rebondir évoque l'ADN de son ancien mentor, Benyamin Netanyahu, l'actuel Premier ministre en difficulté. La liste des points communs ne s'arrête pas là. Tous deux ont servi, à vingt ans d'intervalle, dans la légendaire Sayeret Matkal, unité d'élite de Tsahal, l'armée de

défense israélienne. Ils prônent un nationalisme offensif et partagent la même hostilité envers la puissante Cour suprême de leur pays. Enfin, ils revendiquent la même connaissance du monde des affaires et des Etats-Unis. « Ils se parlent en anglais, poursuit Yom Tov Kalfon. Netanyahu a vu très tôt en Bennett un homme à sa hauteur, l'un des rares capables de le remplacer. C'est sans doute pour cela qu'il s'en méfie autant. »

L'itinéraire de Bennett débute sur les autoroutes dorées de la start-up nation. Au mitan de la trentaine, il revend pour 120 millions d'euros sa société de sécurité informatique. A l'abri du besoin, il propose ses services à Netanyahu, à titre gracieux. En pleine traversée du désert, celui-ci ouvre les portes à cet ancien chef scout débordant d'énergie. Leur collaboration s'avère fructueuse, Netanyahu revient rapidement aux affaires, mais leur relation se dégrade. Sarah, l'influente épouse du Premier ministre, n'aime guère ce jeune homme pressé et obtient son renvoi.

Comprenant que le chef du gouvernement étouffera toute ambition concurrente, Bennett cherche son avenir politique en dehors du Likoud. En 2012, il lance une OPA sur le moribond Foyer juif (ex-Parti national religieux), la formation politique des colons. Sa minuscule kippa et son addiction aux réseaux sociaux détonnent dans ce mouvement contrôlé par des rabbins habitués à défendre leurs opinions à coups de citations bibliques. Mais Bennett accumule les performances électorales et devient un pilier incontournable des coalitions formées par Netanyahu.

Ministre de l'Education nationale de 2015 à 2019, il renforce l'enseignement de la Bible et de l'histoire du sionisme. « Sans la Judée-Samarie [nom biblique de la Cisjordanie], Israël n'existerait ni physiquement ni moralement », soutient l'ambitieux, qui préconise l'annexion partielle des territoires occupés. En 2020, ministre de la Défense, il prône la ligne dure contre l'Iran et les islamistes du Hamas. La gauche et les médias s'offusquent, mais la sociologie électorale joue pour lui : les Israéliens n'ont jamais autant penché à droite. De scrutins en scrutins, Bennett échoue pourtant à briser le plafond de verre et se heurte à la puissance de Netanyahu... jusqu'à aujourd'hui. ✱

STÉPHANE AMAR (JÉRUSALEM)